



C E T R I

ANALYSE 2016
3 novembre

Centre tricontinental

HAÏTI : RÉPLIQUES DE LA CATASTROPHE NÉOLIBÉRALE

Frédéric Thomas

Début octobre, l'ouragan Matthew a frappé de plein fouet le pays, comme, auparavant, les ouragans Jeanne, en 2004, Gustav, Hanna et Ike, en 2008, Sandy, en 2012. Cette fois encore, on s'inquiète d'une recrudescence de l'épidémie du choléra et de l'insécurité alimentaire, de l'absence d'accès à l'eau potable et aux soins. On s'interroge sur ce qui fait, ici, plus de dégâts et de morts qu'ailleurs. Haïti est-elle condamnée à rechuter sans fin ? Les images de la catastrophe sont à la « une » des journaux, l'aide internationale arrive, les humanitaires disent avoir tiré les leçons du fiasco de 2010. Mais quelles leçons ?

11h00, les ouvriers de la « Factory 4 », des femmes dans leur majorité, décrochent et lentement s'égrènent sous le soleil de plomb. La plupart porte encore le tablier et le bonnet réglementaires. Ceux qui ne s'engouffrent pas dans la cantine, vont s'asseoir tout autour, disputant aux quelques arbres et aux coins des bâtiments un peu d'ombre sous laquelle prendre leur repas.

Joseph – que tout le monde appelle Johnny – mange son poulet-riz, auprès de sa marchande habituelle. Elles sont une quarantaine, autorisées dans l'enceinte du parc, qui se sont levées plus tôt encore que les ouvriers, pour préparer les plats, qu'elles vendent – le prix est le même pour toutes – 50 gourdes (0.70 €). Mais, comme les autres, Johnny ne payera que dans quelques jours, et d'un bloc, au moment de recevoir la paie bimensuelle.

Il ne travaille ici que depuis 15 jours. Après 19 ans passés en République dominicaine, il est rentré en Haïti. Parce que sa fille aînée voulait vivre auprès de sa grand-mère, restée ici. Et aussi à cause des problèmes là-bas, dit-il allusivement¹. Il s'est mis à chercher du travail... impossible à trouver. Les paysans, sans soutien, sans crédit, sans rien, s'épuisent sur des terres toujours plus petites ; l'économie informelle absorbe l'essentiel des forces, offrant, en général, peu de bénéfices et aucune issue ; le secteur public n'engage pas. Et le chômage tourne autour de 60%. Mais on lui a parlé d'ici. Il arrive au bout de son stage, et son engagement devrait être confirmé. Il est content.

Tous les jours, sauf le dimanche, il fait le chemin depuis Cap-Haïtien. D'abord en tap-tap jusqu'à Limonade, puis, de là, dans l'un des 42 bus disponibles. Il se lève avant 5 heures, rentre après 18h00, reçoit le salaire minimum de 240 gourdes (3,36 €) par jour². Ils sont plus de 9000 Haïtiens (dont près de deux tiers de femmes), comme lui, à travailler dans le Parc industriel de Caracol (PIC).

¹ En septembre 2013, la Cour constitutionnelle de la République dominicaine a privé de citoyenneté des dizaines de milliers d'habitants (entre 100 et 200000 personnes furent affectées), d'ascendance haïtienne. Cette décision est allée de pair avec des déportations massives vers Haïti et un climat de tension raciste. Lire *Haiti Briefing 76: Stateless in the Caribbean*, <http://haitisupportgroup.org/>.

² Fin mai 2016, suite aux mobilisations, le salaire minimum a été revu à la hausse.

Transformer la catastrophe en « occasion »

Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre de magnitude 7 frappait Haïti, faisant plus de 200000 morts et 1,5 million de sans abri. L'élan de la solidarité mondiale, lié – pour le meilleur et pour le pire – à l'emballement médiatique, à la dépendance du pays et à la proximité des États-Unis, se matérialisa par une déferlante humanitaire, qui fit de Haïti la « République des ONG ».

Dix milliards de dollars (environ 7,2 milliards d'euros) furent annoncés pour Haïti. La prétention surmédiatisée des premiers jours post-séisme n'a d'égal que les bilans amers au fil des anniversaires. C'est que cette somme mêlait prêts, argent déjà budgété, annulations de dettes et promesses de dons (dont une part importante ne fut pas tenue). L'aide devînt un marché... au profit surtout des acteurs internationaux.

Les ONG et l'État haïtiens, ne bénéficiant directement que de 1% du financement, furent ignorés, doublés ou contournés. La prétention des experts, l'usage de l'anglais et les « invariants » de l'aide humanitaire³ – absence de coordination et de reddition de compte, duplication des projets, confusion entre visibilité et efficacité, etc. – parachevèrent la tendance. Si bien que 5 ans plus tard, les Haïtiens et Haïtiennes ne vivent pas mieux qu'avant, le pays est toujours autant, sinon plus, dépendant et vulnérable aux aléas climatiques, et peu a été reconstruit, souvent de manière précaire d'ailleurs. Sauf quelques hôtels de luxe. Et le Parc industriel de Caracol !

Inauguré en grandes pompes le 22 octobre 2012 en présence du couple Clinton – Hilary en tant que Secrétaire d'État américaine, et son mari, comme Envoyé spécial de l'ONU –, du président haïtien d'alors et de son prédécesseur – Michel Martelly et René Préval –, le PIC marque la convergence de l'aide humanitaire et du projet néolibéral, synthétisée sous leurs deux slogans phares : « Reconstruire en mieux » et « Haïti is open for business ».

Bâtit sous la supervision de l'État haïtien, qui a fourni le terrain et les facilités économiques et juridiques, en un temps record de 10 mois, et financé à hauteur de plus de 300 millions de dollars par le gouvernement nord-américain et la Banque inter-américaine de développement (BID) – au sein de laquelle les États-Unis occupent une place hégémonique⁴ –, le PIC est censé contribuer à la décentralisation du pays, créer 65000 emplois, et changer le tremblement de terre en une opportunité.

Mais le projet existait déjà ; le séisme de 2010 ne fut qu'un catalyseur. Loin d'être isolé, le PIC forme la pointe la plus visible et la plus avancée d'une stratégie globale, appliquée à une zone déterminée : « le Corridor économique Nord-Nord-Est ». Il participe à la fois d'une recodification de la coopération en aide au commerce (*Aid for trade*) – favoriser le marché, c'est encourager le développement ; et le marché « naturel » de Haïti, ce sont les États-Unis –, et d'une re-territorialisation, pour tenter de connecter directement cette région au marché international.

Bilan de Martelly ?

« *Les droits humains n'ont pas été au rendez-vous de ces 5 dernières années* », selon Jocelyne Colas, directrice de la Commission justice et paix. Un « *recul par rapport aux acquis des droits des femmes et à leur situation économique* », selon le mouvement des femmes, Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA). Camille Chalmers, responsable de la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), dresse un bilan synthétique : « *ce fut un sabotage permanent des institutions et du projet démocratique, avec un fonctionnement basé sur une corruption décomplexée, et la soumission totale à l'impérialisme* ».

Le jugement négatif de la majeure partie de la société civile haïtienne contraste avec l'appui reçu par la communauté internationale. Selon Marie Frantz Joachim, ancienne coordinatrice de la SOFA, et actuellement représentante du « secteur femmes » au sein du Conseil électoral provisoire (CEP), si les institutions internationales ont soutenu Martelly, c'est qu'elles ont obtenu avec lui ce qu'elles n'avaient pas trouvé auparavant. Soit, une accélération du modèle néolibéral, qui s'est traduite, entre

3 Bernard Duterme, « Catastrophes humanitaires en pays pauvres », *Le Monde*, 17 février 2010, et Frédéric Thomas, *L'échec humanitaire. Le cas haïtien*, Bruxelles, Couleur Livres, 2012.

4 Ils détiennent un peu plus de 30% des votes (le vote est proportionnel au capital apporté), et quasiment une minorité de blocage ; toutes les décisions sont adoptées à la majorité des deux tiers.

autres, par les zones franches, le projet touristique à l'Île-à-vaches et la création, à quelques jours de la fin de son mandat, d'un centre financier extraterritorial (*offshore*) sur l'île de la Gonave.

Un bout de mondialisation

Si les États-Unis ont la mythique Route 66, les Haïtiens, eux, ont la Route nationale 6, rêve américain *low-cost*, réhabilitée à hauteur de 40 millions d'euros par l'Union européenne (UE), en vue d'améliorer les flux d'échange de marchandises et de personnes. Allant du Cap haïtien jusqu'à la rivière Massacre⁵, à la frontière avec la République dominicaine, elle traverse l'histoire du pays et égrène, tout du long, ses moteurs de croissance, qui doivent, à terme, faire de Haïti, le « Taïwan des Caraïbes ».

Ce bout de territoire un peu plus grand que la Guadeloupe, où Christophe Colomb échoua, concentre parmi les projets les plus emblématiques de la stratégie de développement du pays. Le parc industriel de Codevi, implanté à Ouanaminthe à la frontière avec la République dominicaine et inauguré en 2003, constitue une zone franche privée, financée par la Banque mondiale et dirigée par une entreprise dominicaine, le Grupo M. Employant autour de 7000 Haïtiens dans la production textile, il partage la plupart des caractéristiques du PIC (avantages fiscaux, juridiques et commerciaux).

La région compte également plusieurs projets miniers en suspens, en raison d'un moratoire de fait. Une réforme du code minier, facilitée par la Banque mondiale, est en cours, dans un manque total de transparence. Si la potentielle richesse du sous-sol suscite des espoirs considérables, elle nourrit aussi la défiance. Au vu de la faiblesse des institutions, de la fragilité environnementale et de l'absence de mécanisme de consultation populaire, comment cette exploitation pourrait-elle être autre chose qu'une fausse bonne nouvelle, ne bénéficiant ni au pays ni à la population ?

S'étendant sur près de 1000 hectares, Agritrans constitue, pour sa part, la première zone franche agricole du pays. Démarré en 2013, avec un investissement de dix millions de dollars dont près de 60% financés par l'État, cette production intensive de bananes biologiques – la certification biologique pour l'Europe n'implique pas de normes sociales –, est destinée à l'exportation (vers l'Allemagne essentiellement). Agritrans revêt un enjeu stratégique majeur, comme une vitrine de la nouvelle Haïti, dans la mesure où son PDG, Jovenel Moïse, « *nèg banann nan* » (l'homme de la banane), s'est présenté aux élections, comme le dauphin désigné de Martelly. Cependant, les soupçons de fraude s'accumulent : suite aux manquements observés dans l'audit, le gouvernement doit rembourser à la BID une subvention accordée à Agritrans pour la construction d'une route allant au PIC, et le ministre des Finances a révélé que l'entreprise serait en faillite...

Juste en face d'Agritrans, se trouve *La Différence*, transplantation de l'idéal pavillonnaire nord-américain. Pour y arriver, il faut passer devant une improbable mosquée, inachevée, à côté d'une école maternelle et primaire, qui participent tous d'un projet humanitaire de la Fondation turque dialnet. Son directeur, Ali Yilmaz, un Belgo-Turc, qui se montre affecté par les récents attentats de Bruxelles, tente de satisfaire la curiosité des étudiants de la toute nouvelle université Roi Henri Christophe, financée par la République dominicaine, venus en voisins. Il répond à leurs questions. Toujours les mêmes en fait : est-ce que c'est vrai qu'ils peuvent avoir quatre femmes ? Quels liens entre islam et terrorisme ?

Alors que nous parlons, un soldat égyptien de la Minustah⁶ nous salue et demande à Ali la permission pour aller prier. Si loin de chez lui... Mais les Haïtiens et Haïtiennes, aussi, sont loin de chez eux. Éloignés par l'absence de perspectives, tenus à l'écart par les inégalités, poussés hors de leur histoire et de leurs terres par les politiques mises en œuvre et la misère. Déplacés, au gré des catastrophes, et réinstallés ailleurs, comme ici, par exemple, à *La Différence*.

Il faut annoncer au garde armé, qui surveille l'entrée, l'objet de notre visite : « *Nous venons voir Sherley. Non, pas la Sherley du restaurant Big family, au P51, mais celle du P48, qui travaille au PIC* ». Peintes en couleurs pastels, rose, bleu et vert, distribuées selon un quadrillage serré de rues, ces maisonnettes dessinent un univers aseptisé, clôturé, sous la gouvernance d'USAID (une affiche annonce l'interdiction

⁵ Nom qu'elle garde en mémoire des milliers de Haïtiens tués en octobre 1937, sous la dictature de Trujillo.

⁶ La Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti est présente dans le pays depuis 2004. Considérée par beaucoup comme une armée d'occupation, sa présence est critiquée, en raison de l'échec de sa mission (stabiliser et renforcer les institutions), de l'instrumentalisation politique qu'elle joue (dans un câble de 2008 révélé par Wikileaks, l'ambassadrice américaine, affirmait qu'un départ prématuré de la Minustah « *laisserait le gouvernement haïtien vulnérable à la résurgence des politiques populistes et antimarché* »), et de l'impunité dont elle jouit (dans les cas de viols avérés et dans la propagation de l'épidémie de choléra pour laquelle l'ONU n'a toujours pas reconnu sa responsabilité).

d'animaux, pour assurer la convivialité du vivre ensemble...), qui n'est pas sans rappeler l'atmosphère anxieuse de la vieille série télé britannique, *Le Prisonnier*.

L'idée d'USAID était de fournir des logements à des familles victimes du séisme de 2010, tout en offrant au PIC une main-d'œuvre proche et disponible. D'une pierre deux coups. Mais ces quelque 900 maisons ont accumulé retards, surcoûts et défauts techniques. Le rapport d'audit pour le Congrès américain considère comme « culturellement inappropriées » ces maisons à une chambre et sans cour, pour des familles haïtiennes ayant, en moyenne, 3 à 4 enfants. Enfin, si le lotissement dispose d'une école, financée par la multinationale coréenne présente au PIC, et les coopérations coréenne et américaine, il n'y a ni marché, ni place de jeux, ni centre de santé... Bref, tout ce qui ferait de *La Différence* autre chose qu'une simple annexe du PIC.

Mythe de la sous-traitance

Le PIC est inscrit dans le code génétique du modèle de développement haïtien. Cela fait 40 ans que se succède la litanie des plans et programmes, reprenant à l'identique la stratégie. Il s'agit de s'appuyer sur les leviers de croissance – toujours les mêmes : tourisme, exploitation minière, industrie de sous-traitance, agriculture commerciale... –, constitués en autant de zones franches exportatrices. Aucune idéologie là-dedans ; simplement la volonté pratique de tirer parti des avantages comparatifs du pays, à savoir sa proximité avec le géant nord-américain, l'accès privilégié à son marché, et la disponibilité d'une main-d'œuvre abondante, à faible coût. La libéralisation d'une économie extravertie s'imposerait tout naturellement. Ce qui se donne ainsi comme solution pragmatique est en fait la conséquence logique de politiques néolibérales, qui rendent impraticable toute autre alternative.

Stratégie gagnante à l'heure actuelle ? Plutôt un succès... mitigé, selon Gilles Damais, qui travaille depuis longtemps pour la BID dans le pays. Évaluation similaire de Liszt Quitel, directeur exécutif du PIC, qui met cependant en avant les 9000 emplois créés et l'électricité fournie à prix réduit grâce à la centrale électrique du PIC. Lucides, aucun des deux n'idéalise le modèle de la sous-traitance. Ainsi, selon Damais, les parcs industriels constituent plus des enclaves qu'autre chose, où les relations de travail sont à la défaveur des ouvriers, très mal payés.

Alors, pourquoi avoir privilégié le PIC plutôt que l'agriculture, qui emploie la moitié de la population ? Pour répondre à la demande pressante du gouvernement haïtien et des acteurs internationaux – États-Unis en tête –, qui cherchaient à avoir des résultats d'ampleur et rapides, en termes d'emplois. Parce que, au vu de la situation foncière en Haïti, de la faiblesse du ministère de l'agriculture, du manque de volonté gouvernemental, il aurait été plus compliqué d'investir dans l'agriculture. Mais, plus que tout, parce que la sous-traitance apparaît comme l'étape obligée.

Les résultats limités d'aujourd'hui doivent se juger à la mesure du pari fait sur l'avenir. Quitel, comme Damais, met en avant la même dynamique heureuse : le PIC va créer des jobs, augmenter le pouvoir d'achat, permettant, en retour, l'ouverture de petits commerces, l'accès à des biens et services, la création d'emplois indirects, etc. Bref, le passage de l'industrie d'assemblage à une société de services. Malheureusement, ce cycle vertueux vient buter sur la réalité prosaïque.

La réussite du PIC dépend principalement de facteurs sur lesquels il n'exerce pas de contrôle : le maintien de « la loi HOPE/HELP » (« espoir/aide »), qui accorde un statut privilégié aux produits textiles fabriqués en Haïti, et, bien sûr, la stabilité macro-économique... La dépendance de ce secteur, quasi-exclusivement orienté vers les États-Unis, explique que son histoire en Haïti ait connu une évolution en dents de scie, en fonction des crises politiques récurrentes, des tensions sociales et des fluctuations du marché.

Le nombre d'emplois que les zones franches sont supposées créer est systématiquement surévalué, et occulte leur précarité et leur mauvaise qualité. Sae-A, le locataire-clé du PIC, multinationale coréenne, leader dans la fabrication de vêtements pour de grandes marques (Walmart, Target, Gap...), avec ses 8000 emplois, représente le deuxième employeur du secteur dans le pays. Elle s'est engagée à créer à terme 20000 emplois, et le gouvernement Martelly en a annoncé pas moins de 65000 emplois au total pour le PIC.

Mais ce chiffre est une simple projection calculée sur base de la surface de travail disponible au PIC, et du nombre de travailleurs qu'il est possible de mettre par m²... Il est vrai qu'on ne s'embarrasse guère

de logique, et qu'on se contente d'agiter régulièrement le chiffre des 100000 emplois qu'aurait connu le secteur de la sous-traitance à son apogée, fin des années 1980. Ce chiffre semble largement surévalué – entre 60000 et 80000 emplois constitue une estimation plus réaliste –, il ne s'est maintenu que quelques années... avant de chuter. Mais les principaux intéressés ne se sentent pas tenus par les faits, et encore moins par une obligation de résultats. L'Association des industries d'Haïti (ADIH) n'affirmait-elle pas, fin 2013, pouvoir créer 200000 emplois au cours des 6 à 8 prochaines années⁷ ?

En outre, le salaire minimum – qui, dans les faits, constitue le salaire maximum – est si bas qu'il permet tout juste de vivre. D'autant plus qu'avec l'inflation (autour de 15%) et la dévalorisation de la gourde par rapport au dollar (elle a perdu plus de 40 % de sa valeur entre avril 2015 et septembre 2016), dans un pays qui dépend toujours plus des importations (60% de la nourriture consommée sur place est importée), le pouvoir d'achat a plutôt diminué, hypothéquant dès lors le prétendu cycle vertueux.

Une farce électorale ?

Avec un retard de 4 ans, des élections générales se sont tenues en Haïti en 2015. Le second tour des présidentielles, prévu le 27 décembre sous la pression de la rue et du refus du candidat arrivé en deuxième position d'y participer, fut reporté puis suspendu. Les résultats du premier tour, où le candidat du président Martelly, Jovenel Moïse, serait arrivé en tête, suivi par Jude Célestin, ont été dénoncés comme une farce électorale. Une Commission d'évaluation indépendante (CEEI), pourtant mise en place par le gouvernement, a conclu que ces élections « *étaient entachées d'irrégularités* ». Un gouvernement de transition est actuellement en place et, contre l'avis des institutions internationales, a créé une Commission de vérification électorale et un nouveau CEP en charge du calendrier des élections. En fin de compte, il s'agit moins, selon Ricot Jean-Pierre de la PAPDA, « *d'une crise électorale que d'une crise récurrente, structurelle, qui a ses racines dans la formation sociale haïtienne* ».

Alors que l'ensemble des observateurs haïtiens dénonçait les irrégularités massives, de son côté, la communauté internationale – l'UE, en tête, critiquée à juste titre par la Coordination Europe-Haïti⁸ – se félicitait des avancées démocratiques, faisant pression pour que le deuxième tour ait lieu. De la sorte, elle refusait de reconnaître son propre échec – ces élections ont largement été organisées et financées (à hauteur de 75%) par l'UE –, et semblait renouer avec son interventionnisme lors des élections précédentes (2010), qui vit la rétrogradation de Jude Célestin, de la deuxième à la troisième place au premier tour présidentiel... au profit de Martelly. Surtout, elle réaffirmait que la stabilité du cadre macro-économique primait sur toute autre considération. Les Haïtiens ont certes un énorme problème avec leur État. Mais la communauté internationale n'est pas la solution ; au contraire même, elle participe du problème⁹.

Discipliner les masses

- « *Mais toi le blan, de tout cela, que feras-tu ? Tu nous le diras ?* », nous interpelle Rose-Myrlande.
- « *Oui, je rendrai compte* ».

Habités à voir défiler fonctionnaires internationaux, consultants et experts, de toutes sortes, dont le savoir et la rémunération présupposent leurs prétendues ignorance et incapacité, ils ont appris à être vigilants. Pour la plupart, jeunes et combatifs, gardant le secret espoir de ne rester qu'un temps au PIC, avant de reprendre des études ou de trouver un « vrai » emploi – même si, étant incapables d'économiser, ils se sentent pris au piège –, ils reviennent d'une manifestation pour exiger un salaire minimum de 500 gourdes (sous la pression, le gouvernement a augmenté le salaire de 240 à 300 gourdes). Ils constituent la base de Batay ouvrier, l'un des deux syndicats présents au sein du PIC, qui revendique 3000 membres.

« Problème culturel » l'autoritarisme de la direction coréenne au PIC ? Non, plutôt le problème « classique » d'un rapport salarié. La hiérarchie recoupe la division internationale du travail : les Coréens au sommet, avec des cadres administratifs issus d'Amérique centrale et de République

⁷ Communiqué de l'ADIH, 12/12/2013, <http://www.haitilibre.com/>.

⁸ Co-EH, « Pour une solution haïtienne à la crise actuelle », Bruxelles, 3 février 2016, <http://coeh.eu/>.

⁹ Pour un bilan critique de l'implication des institutions internationales dans le processus électoral, voir Haiti support group, *Democracy Discouraged: International Observers and Haiti's 2015 Elections*, <http://haitisupportgroup.org/>.

dominicaine, et, au bas de l'échelle, une main-d'œuvre non qualifiée, haïtienne, noire. « *Les Coréens sont très durs, ils nous mettent la pression. Ils sont maîtres* ». « *C'est "silence" et "Non, madame !"* » ajoute Sherley. « *Ils ne t'écoutent pas. Et quand ils crient sur toi, tu dois te taire, tu ne peux pas répondre. Nous sommes vraiment maltraités* ». « *Les méprisés ; c'est nous* », renchérit Azemar. Et le mot « respect » revient comme un refrain.

Justement, de respect, il n'en est guère question dans cette stratégie de développement. Sinon comme un produit dérivé du passage obligé par la case « zones franches ». Inlassablement, les Haïtiennes et Haïtiens disent les mêmes manques – des écoles, des centres de santé, des services sociaux de base... –, répétant les mêmes mots – souveraineté, dignité, autonomie... On leur répond par l'étape préalable de la sous-traitance. C'est faire l'impasse sur les divers acteurs en présence et leurs intérêts antagoniques.

Le 10 mars 2010, Bill Clinton fit son autocritique par rapport aux politiques de libéralisation du riz mises en place, en 1994, sous la pression des États-Unis. Les tarifs douaniers du riz furent diminués de 35% à 3%. Plutôt que de laborieusement produire leur propre alimentation sur des parcelles toujours plus petites, ne valait-il pas mieux, pour les paysans haïtiens, de travailler dans les zones franches ? Grâce à leurs salaires, ils pourraient acheter le riz en provenance du géant agricole américain. Une opération win-win.

La prophétie ne s'est réalisée que partiellement. Les Haïtiens achètent en effet du riz importé, abondant sur le marché. Mais les emplois se sont volatilisés, l'insécurité alimentaire s'est accrue, et le pays s'est un peu plus enfoncé dans la dépendance. Ce que Clinton reconnaissait, en disant que cela n'avait pas marché, que ce fut une erreur. Cela a bénéficié aux fermiers nord-américains, mais pas aux paysans haïtiens, mis dans l'incapacité de nourrir leur famille à cause d'une telle politique. Heureusement, cette prise de conscience est sans conséquence, et les mêmes politiques se poursuivent.

Clinton « découvrait » incidemment qu'il y a des intérêts divergents, qui peuvent même s'opposer. On parle de développement, comme on parle de pauvreté, pour taire les inégalités, fermer les yeux sur les dynamiques antagonistes des acteurs¹⁰. « *On a affaire à des pirates, pas à des entrepreneurs sociaux* », affirme Yannick Étienne, dirigeante syndicale de Batay ouvrier, à propos des multinationales du textile. Seul les intéresse l'accès le plus direct et au moindre coût au marché nord-américain... Quant à la bourgeoisie compradore haïtienne, elle cherche à maximiser ses profits, sans rien investir, et sa domination repose sur une économie de rente, et la subordination du pays au marché international.

Le développement est alors censé arriver « dans leur dos », malgré eux, grâce à la main bienheureuse du marché, qui corrigerait les appétits égoïstes. Ce report des espoirs sur le marché jette un voile pudique sur le fait que le caractère « moralement répugnant » de l'élite haïtienne, dénoncé par la diplomatie internationale, est la condition des politiques néolibérales. Et qu'aussi répugnante soit cette élite, en dernière instance, le choix de la communauté internationale s'est toujours porté, au nom de la stabilité macro-économique, sur elle... contre tout « populisme ».

La mise en place du PIC et du parc industriel de Codevi sur des terres fertiles, en expulsant des dizaines de familles, constitue un symbole éloquent du mépris dans lequel est tenu l'agriculture. Il s'agit moins de créer des emplois que de convertir une masse rurale « en trop », en une main-d'œuvre bon marché et disciplinée pour les zones franches. D'où le paradoxe d'une situation de pauvreté, de stress ou de crise alimentaires des populations autour des zones franches¹¹. Appuyer l'agriculture paysanne – qui fait vivre la moitié de la population – supposerait trop de bouleversements, et surtout, impliquerait d'aller à contre-courant des intérêts dominants. Il est plus facile de déposséder la paysannerie, de saboter son économie, pour, ensuite, « constater » sa non-compétitivité, son caractère improductif, assurant ainsi un débouché aux surplus américains¹², qui entérine la faillite des paysans haïtiens.

*

10 En 1991 déjà, la Banque mondiale reconnaissait que « *certain aspects de ces politiques pourraient imposer des souffrances supplémentaires à certains segments de cette population* ». Et d'énumérer ces segments : les pauvres, les personnes au chômage ou sous-employées, les pensionnés, les travailleurs licenciés du secteur public en raison de ces mesures... soit 90% de la population.

11 CNSA, *Perspectives sur la sécurité alimentaire*, février-septembre 2016.

12 Comme en témoigne, encore tout récemment, le don des États-Unis de 500 tonnes de cacahuètes à Haïti pour se débarrasser à bon compte de sa surproduction dans un pays qui en produit déjà. <http://www.rfi.fr/>.

12h55, Sherley, Rose-Myrlande, Azemar et les autres lèvent leurs corps engourdis, chassent tant bien que mal la fatigue de leurs yeux et de leurs mains, et se redirigent vers la « Factory 1 ». Les autres ateliers ont déjà repris le travail. Encore 3 heures à tenir. Plus, s'il y a un « extra » – une heure supplémentaire payée 45 gourdes, et qu'on ne peut pas, généralement, refuser. Puis, ce sera les bus bondés jusqu'à la maison, au soir orageux. Et recommencer demain. Jusqu'à défaire une nouvelle fois le nœud de fatalité et d'inégalités qui attache Haïti à ces politiques et à ces intérêts, pour « défricher la misère et planter la vie nouvelle »¹³.

Article paru dans une version écourtée dans le Monde Diplomatique de novembre 2016

Frédéric Thomas est chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve).



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Brabant wallon
la jeune Province

¹³ Jacques Roumain, *Gouverneurs de la rosée*, Paris, Zulma, 2013.